

Point 03 : Plan Climat Air Energie Territorial - Adoption

Intervention : Aymeric SEASSAU (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Réchauffement climatique, pollution de l'air, des terres et des eaux, l'urgence est grande à agir. **Fort de cette conscience notre majorité agit.**

Plan alimentaire territorial, feuille de route de l'économie circulaire, schéma de promotion des achats responsable, PLH, PDU, PLUM, Plan climat, nous nous dotons de tous les outils dont nous pouvons disposer et y imprimons notre volonté : **celle d'une métropole à vivre et à vivre bien.**

Nous contribuons, par l'ensemble des décisions que nous prenons et notamment par l'adoption de ce Plan Climat (Air Energie Territorial) à réduire les impacts de nos activités sur l'environnement et la santé.

Nous formulons des propositions concrètes – et c'est la raison pour laquelle nous allons adopter le PDU qui nous sera présenté par la suite – en matière de déplacement, par l'investissement dans de nouveaux matériels, par le développement de nouvelles lignes, nous facilitons également les nouveaux usages. Engagements concrets en matière de rénovation thermique pour ce qui concerne l'habitat et je pourrais continuer ainsi longuement à énumérer les politiques publiques que nous mettons en œuvre.

Dans notre métropole, ces engagements sont compris et plébiscités par la population. Si tel est le cas, **c'est que nous ne cédon rien sur les services publics locaux, rien sur le développement économique, rien sur les solidarités.**

Voilà, ce dont les marcheurs feraient bien de s'inspirer. **Une politique écologiquement efficiente et responsable doit contribuer à un nouveau mode**

de développement durable et solidaire. Si la colère gronde en France, c'est bien que le projet gouvernemental en la matière comme dans tout les autres n'est ni durable ni solidaire.

Les taxes sur les hydrocarbures, qui constituent environ 60% du prix du carburant, ne profitent que très partiellement à la «transition énergétique », d'autant que les hausses décidées et abrogées pour 6 mois par l'exécutif, bénéficieront presque entièrement au budget général de l'État. Le gouvernement en Marche, bien mal inspiré, se sert de l'impératif climatique pour faire passer des choix fiscaux injustes.

La République en marche c'est 1 milliard de plus pour le ministère dit de la transition écologique et solidaire en 2019 alors que la suppression de l'ISF en coutera 3.

La république en marche c'est moins de Fret, plus de car sur les routes, l'abandon des zones rurales par les services publics, la poursuite de la désindustrialisation locale.

La voilà l'écologie en marche vers le scandale, la voilà la politique en marche pour piétiner l'équité fiscale.

Je l'ai dit, des solutions existent, notre majorité de gauche les mets en place !

Mr Macron, vous souhaitez être plus volontariste en la matière, aidez les élus locaux à développer le fluvial, aidez le port au développement de FlexiLoire, aidez la région, pour le peu qu'elle le veuille, ce dont on peut douter, à développer les transports interurbains et les cadences des TER. Aidez, nous l'avons évoqué, les salariés à prendre en mains la transition écologique de leur outil industriel quand il en on la volonté, **aidez à la mise en œuvre le projet ECOCOMBUST.**

Mr Macron, vous vivez des temps difficiles, vous souhaitez respirer, nous vous invitons sur la métropole, notre Plan climat vous y aidera, un bon bol d'oxygénation et une bonne inspiration pourraient peut-être, je dis bien peut-être, vous permettre de prendre la mesure de ce qu'est une politique équitable qui sait articuler transition écologique et solidarité. Il est toujours permis de rêver, mais plus sûrement de lutter. C'est la raison pour laquelle je nous donne rendez-vous demain à nous mettre en marche pour le climat.

Je vous remercie de votre attention.